

Posez vos questions au « Soir »

Chers abonnés, nous vous confions les clés de la prochaine opération rédactionnelle.



Posez-nous les questions sur lesquelles vous aimeriez que la rédaction se penche. Seule contrainte : la question doit débiter par « pourquoi ». Pour plus d'infos : www.lesoir.be/pourquoi

Ecoutez les podcasts du « Soir »

Retrouvez le podcast quotidien du *Soir* pour s'informer, décrypter et s'inspirer.



« À propos », c'est l'information comme vous l'entendez, avec des sujets racontés et analysés par les journalistes de la rédaction pour mieux comprendre l'actualité.

RUSSIE

La mort de Prigojine confirmée après expertise génétique



© AFP

La mort du patron du groupe paramilitaire russe Wagner, Evguéni Prigojine, dont l'avion s'est écrasé mercredi en Russie, a été confirmée par l'expertise génétique, a annoncé dimanche le Comité d'enquête russe.

« Les expertises génétiques moléculaires » effectuées après le crash survenu le 23 août dans la région de Tver « ont été terminées », a indiqué cet organisme chargé des principales investigations en Russie.

A leur issue, il a été établi que les identités des dix victimes dont les corps ont été retrouvés après le crash « correspondent à la liste » des passagers et des membres d'équipage de l'avion, parmi lesquels figurait Prigojine, a précisé le Comité d'enquête, sans plus de détails. Les enquêteurs n'ont rien dit, pour l'heure, des pistes examinées, évoquant ni la thèse de l'accident ni celle d'une bombe, d'un missile sol-air ou d'une erreur de pilotage.

Le jet privé transportant Prigojine et sa garde rapprochée s'est écrasé mercredi en fin d'après-midi dans la région de Tver, au nord-ouest de Moscou, faisant immédiatement naître des soupçons d'un assassinat orchestré au sommet du pouvoir russe.

A Washington, Paris, Berlin ou Kiev, de hauts responsables ont sous-entendu que leurs soupçons se portaient directement sur le Kremlin.

Pour sa part, le Kremlin a démenti avoir ordonné d'assassiner Evguéni Prigojine, qualifiant de « spéculations » ces insinuations.

Les enquêteurs russes ont annoncé vendredi avoir récupéré les corps des dix personnes mortes dans le crash de l'avion qui transportait le patron de Wagner ainsi que les enregistreurs de vol de l'appareil. AFP

RENTRÉE SCOLAIRE

ENSEIGNEMENT

Rentrée 2023-2024 : les nouveautés

Retrouvez dans notre galerie de Post-it un florilège des nouvelles mesures qui entrent en application cette année. Elles s'adressent aux enseignants comme aux élèves... et concernent même parfois les parents.

Tronc commun

La mise en œuvre du tronc commun (qui garantit les mêmes apprentissages pour tous les élèves entre 3 et 15 ans) poursuit sa route. Lancé en maternelle en 2020, il a gagné les deux premières primaires à la rentrée 2022. Cette fois, ce sont les 3^e et 4^e années primaires qui sont concernées. On ajoutera une année à chaque rentrée jusqu'en 2028.

Les sept enjeux de la rentrée avant les élections

Promis, on va laisser les profs respirer : on n'ajoutera pas de nouveau train de réformes aux réformes existantes. Le politique, par contre, s'assigne pas mal de devoirs, à commencer par préparer les plats pour le prochain gouvernement.

ÉRIC BURGRAFF
CHARLOTTE HUTIN

Les réformes du Pacte scolaire ont largement bousculé les habitudes des directions, des enseignants, des parents... Stop ou encore ? Encore... mais à petits pas. C'est qu'il faut rassurer ceux qui, à l'instar de Roland Lahaye, secrétaire général de la CSC-Enseignement, clament : « Laissez-nous respirer. Il faut permettre au personnel de s'approprier les réformes en cours en ne chargeant plus la barque. Laissez-nous enseigner et faire notre boulot. » Message bien reçu chez Caroline Désir (PS), ministre de l'Enseignement : « On est dans une année de transition. Il faut maintenant laisser au système le temps de digérer tout ça, pour qu'on puisse voir aussi les effets sur le terrain. »

Le gouvernement ne restera toutefois pas les bras ballants. Pour preuve, cette série d'initiatives portée par la majorité PS-MR-Ecolo.



dossier sur la table. Tout dépendra des marges budgétaires. » Dans la même veine, elle va déposer une nouvelle note au gouvernement pour tenter de plafonner le coût des voyages scolaires. Mais elle sait déjà qu'un consensus sera difficile à trouver.

« On est dans une année de transition », reconnaît Caroline Désir. « Il faut laisser au système le temps de digérer tout ça, pour qu'on puisse voir aussi les effets sur le terrain. »

© PIERRE-VES THIENPONT

3 L'orientation vers le spécialisé

Caroline Désir en est persuadée, l'enseignement spécialisé est d'excellente qualité en Belgique francophone. Par contre, il y a trop de « mésoorientations ». En fait, trop d'élèves y sont scolarisés alors que leur situation ne le justifie pas nécessairement. C'est particulièrement le cas pour les garçons et les élèves d'origine défavorisée. Elle planche donc sur un décret révisant les mécanismes d'orientation vers cet enseignement.

4 Les élections

L'année prochaine sera une année électorale majeure, avec les scrutins européen, fédéral, régional, communal, sans oublier les élections sociales. A propos de ces dernières, le patron de la CSC-Enseignement invite les profs à s'engager : « Dans l'enseignement, la plupart des enjeux se traitent au niveau local, il faut des délégués pour alimenter un contre-pouvoir face aux pouvoirs organisateurs. S'il n'y a pas assez de candidats, ces derniers feront seuls. »

D'élections, il pourrait aussi être question à l'école, dans les cours de citoyenneté. Julien Nicaise, patron de Wallonie-Bruxelles Enseignement

1 La lutte contre le décrochage

L'absentéisme scolaire est en hausse en cette période post-covid (+ 90 % entre 2019 et 2022). Objectif de la réforme : responsabiliser les différentes parties prenantes (parents, enseignants, directions, aide à la jeunesse, centres psychomédico-sociaux...) pour prendre en charge précocement les élèves absents. Une note d'orientation a déjà été validée par le gouvernement, et un projet de décret est en préparation : il devrait entrer en vigueur à la rentrée 2024.

2 La gratuité scolaire

Après les maternelles et les deux premières primaires, il est question d'étendre la gratuité dans le fondamental et le secondaire. La volonté est là, mais la Fédération Wallonie-Bruxelles manque cruellement de moyens. Avec un forfait de 75 euros par élève (donné aux écoles pour prendre en charge les fournitures scolaires), il faut compter 4 millions d'euros par année scolaire. Et c'est compter sans l'enseignement qualifiant, particulièrement coûteux. « C'est un enjeu pour nous, socialistes », dit Caroline Désir. « Je vais remettre le

KROLL

LES EXPERTS RUSSES SONT FORMELS



ABONNÉS

Sur notre site, les deux dernières lettres d'enseignants à leurs élèves.